

PORTRAIT PERSONNALISÉ

DES ACTIVITÉS CONTRACTUELLES
DES ORGANISMES PUBLICS

2018 - 2019



PORTRAIT PERSONNALISÉ

DES ACTIVITÉS CONTRACTUELLES DES ORGANISMES PUBLICS

Le portrait personnalisé des activités contractuelles des organismes publics assujettis à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP) permet aux dirigeants d'organismes (DO) de mieux connaître les données relatives à la gestion contractuelle de leur organisme, d'en suivre l'évolution au fil des années et de se comparer aux autres organismes publics.

MÉTHODOLOGIE

Le portrait personnalisé contient des données relatives aux activités en gestion contractuelle des organismes publics assujettis à la LCOP pour la période du 1^{er} avril d'une année au 31 mars de l'année suivante.

Les données qui alimentent le portrait personnalisé des activités contractuelles d'un organisme proviennent :

- du questionnaire sur les pratiques en gestion contractuelle qui est rempli par l'organisme;
- des données publiées par l'organisme public dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) (en date du 30 juin, suivant la fin de la période visée);
- des données transmises par l'organisme public au Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) en vertu des exigences de la directive de reddition de comptes en gestion contractuelle;
- des travaux d'analyse réalisés par le Sous-secrétariat aux marchés publics.

Les données publiées par les organismes publics dans le SEAO concernent les contrats conclus comportant une dépense de fonds publics égale ou supérieure à 25 000 \$. Les informations publiées dans le SEAO après le 30 juin suivant la fin de la période visée ne sont pas prises en compte dans les données du portrait personnalisé.

Pour de plus amples détails concernant les données statistiques utilisées, nous vous invitons à consulter le document *Statistiques sur les contrats des organismes publics* qui sera disponible dans le site Internet du SCT.

À partir du volume contractuel moyen des trois dernières années, le SCT a fixé les seuils pour établir les tailles des organismes publics de la façon suivante :

- pour les très grands donneurs d'ouvrage, le seuil est fixé à plus de 100 M\$ en contrats publics;
- le volume contractuel des grands donneurs d'ouvrage se situe entre 25 M\$ et 100 M\$;
- les moyens donneurs d'ouvrage ont un volume contractuel entre 5 M\$ et 25 M\$;
- les petits donneurs d'ouvrage entre 1 M\$ et 5 M\$;
- les très petits donneurs d'ouvrage ont un volume contractuel inférieur à 1 M\$.

Le SCT s'appuie principalement sur ces tailles ainsi que sur le réseau auquel appartient l'organisme, soit les ministères et organismes, le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation afin de constituer les groupes de référence. Ces groupes permettront à l'organisme public d'analyser certains de ses résultats en fonction d'organismes comparables.

INFORMATION CONTENUE AU PORTRAIT PERSONNALISÉ

Le portrait personnalisé est composé d'une partie sommaire et d'une partie détaillée. Chaque partie est divisée en trois volets :

- Volet 1 : Statistiques sur les activités contractuelles (données provenant du SEAO)
 - Ce volet dresse un portrait statistique des activités contractuelles de l'organisme concerné. Certaines données extraites du SEAO ont préalablement été validées par le SCT.
- Volet 2 : Évaluation de la conformité et des pratiques en gestion contractuelle
 - Ce volet évalue le respect de certaines obligations du cadre normatif et les pratiques en gestion contractuelle au moyen d'un questionnaire sur les pratiques en gestion contractuelle. Il contient également les résultats des travaux d'analyses effectuées par le SCT, dont certains couvrent la totalité des éléments analysables, notamment le respect des délais de publication des renseignements dans le SEAO;
 - Chaque élément lié à une exigence du cadre normatif est évalué sur un point.
- Volet 3 : Indicateurs en matière de gestion contractuelle (données provenant du SEAO)
 - Ce volet présente différents ratios et différentes statistiques provenant d'organismes publics similaires. Puisque le contexte contractuel peut être différent d'un organisme à l'autre, l'objectif de ce volet est de permettre aux organismes publics de remettre en question ses pratiques contractuelles comparativement à des groupes similaires ou à son évolution dans le temps.

INTERPRÉTATION ET LIMITES

Pour les volets « Statistiques sur les activités contractuelles (données provenant du SEAO) » et « Indicateurs en matière de gestion contractuelle (données provenant du SEAO) », le SCT rend des données disponibles pour informer l'organisme et pour lui permettre de faire une analyse de la gestion contractuelle de son organisation en comparaison de la situation d'organismes similaires. En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas toujours à la somme des parties.

Les résultats présentés dans le volet « Évaluation de la conformité et des pratiques en gestion contractuelle » ont pour but de permettre au dirigeant de l'organisme de constater le respect des obligations et les bonnes pratiques mises en place par son organisation. Les travaux de validation effectués ne sont pas le résultat de travaux de vérification officiels et exhaustifs. Il est à noter que pour les sections 2.4 et 2.5 de ce volet, considérant que les analyses ont été effectuées sur une base d'échantillonnage, les résultats de la conformité des contrats et des documents d'appel d'offres analysés peuvent ne pas être représentatifs de l'ensemble des contrats et des documents d'appel d'offres de l'organisme. Conséquemment, les résultats doivent être interprétés avec prudence et surtout, en tenant compte du contexte propre de chaque organisation.

Ce portrait permettra au dirigeant d'organisme de se questionner et de mieux déceler les enjeux potentiels ou les risques qui pourraient être présents dans ses pratiques contractuelles ou de se conforter dans les choix de son organisation.

Durant les prochaines années, ce portrait sera appelé à évoluer, notamment en fonction des changements au cadre normatif et des avancées des pratiques en gestion contractuelle.

Liste des sigles et acronymes :

2017-2018	Période du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2018
2018-2019	Période du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2019
Approv.	Approvisionnement
AOI	Appel d'offres sur invitation
AOP	Appel d'offres public
GG (-)	Contrat conclu de gré à gré comportant une dépense inférieure au seuil d'AOP
GG (+)	Contrat conclu de gré à gré comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'AOP
LCOP	Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1)
N ^{bre}	Nombre
ND	Non disponible ou aucune donnée disponible
RARC	Responsable de l'application des règles contractuelles
RCAOP	Règlement sur certains contrats d'approvisionnement des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1, r. 2)
RCSOP	Règlement sur certains contrats de services des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1, r. 4)
RCTCOP	Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1, r. 5)
RCTI	Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information (RLRQ, chapitre C-65.1, r. 5.1)
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SEAO	Système électronique d'appel d'offres
Serv.	Services
Seuil d'AOP	Le seuil d'appel d'offres public minimal prévu dans tout accord est établi à un montant égal ou supérieur à 101 100 \$, à l'exception des contrats d'approvisionnement pour les ministères et organismes de l'administration gouvernementale, dont le seuil est de 25 300 \$ et à l'exception des contrats conclus avec une personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle, pour lesquels aucun seuil n'est applicable
TC	Travaux de construction
TI	Technologies de l'information

SOMMAIRE
 PORTRAIT PERSONNALISÉ DES ACTIVITÉS CONTRACTUELLES

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
 Pour l'année 2018-2019, en date du 7 octobre 2019

1. Sommaire des activités contractuelles

	2017-2018		2018-2019			
	Nombre	Valeur (\$)	Nombre	Rang ¹	Valeur (\$)	Rang ¹
Approvisionnement	1	147 142	0	6 / 13	0	6 / 13
Services	7	564 651	28	2 / 13	1 312 330	7 / 13
Travaux de construction	0	0	0	3 / 13	0	3 / 13
Technologies de l'information	1	81 000	2	9 / 13	78 078	12 / 13
Total	9	792 793	30	2 / 13	1 390 408	12 / 13

Note 1 : L'organisme public est classé par ordre décroissant du nombre ou de la valeur de ses contrats parmi l'ensemble des organismes du groupe de référence.

2. Sommaire de l'évaluation de la conformité et des pratiques en gestion contractuelle

	2017-2018			2018-2019		
	Résultats	Comparables [*]	Moyenne ^{**}	Résultats	Comparables [*]	Moyenne ^{**}
Pratiques en gestion contractuelle (questionnaire)						
Respect de certaines obligations du cadre normatif (2.1.2)	91,7 %	75,0 %	66,3 %	100,0 %	83,1 %	80,8 %
Résultats des analyses sur la conformité menées à partir des publications dans le SEAO et des documents de reddition de comptes						
Respect des obligations en reddition de comptes (2.2)	66,7 %	95,0 %	87,8 %	100,0 %	87,2 %	78,0 %
Conformité et exactitude de la publication au SEAO (2.3)	77,3 %	74,0 %	79,3 %	57,0 %	72,8 %	75,2 %
Conformité des contrats conclus de gré à gré au-dessus des seuils d'AOP ¹ (2.4)	ND	83,0 %	92,0 %	ND	92,0 %	87,0 %
Conformité des documents d'AOP ¹ (2.5)	83,3 %	88,1 %	89,9 %	ND	86,9 %	85,6 %

Note 1 : Pour ces travaux, le SCT a effectué des analyses par échantillonnage.

3. Sommaire de certains indicateurs en matière de gestion contractuelle

	2017-2018			2018-2019		
	Résultats	Comparables [*]	Moyenne ^{**}	Résultats	Comparables [*]	Moyenne ^{**}
% de la valeur des contrats conclus à la suite d'un AOP	55,1 %	58,8 %	75,5 %	0,0 %	62,4 %	71,9 %
% de la valeur des contrats au-dessus des seuils d'AOP conclus de gré à gré (appuyé par une disposition du cadre normatif)	0,0 %	16,8 %	16,3 %	0,0 %	19,6 %	22,9 %
% du nombre de contrats sous les seuils d'AOP conclus par AOP ou AOI	0,0 %	10,9 %	37,1 %	0,0 %	16,8 %	33,8 %
Valeur moyenne des contrats (\$)	88 088	107 374	435 064	46 347	178 458	478 791
Nombre moyen de soumissionnaires par AOP	1,00	4,00	3,78	0,00	3,03	2,90
Durée moyenne en mois des contrats conclus par AOP	18,12	24,36	15,24	0,00	21,60	20,16

* **Comparables** : Moyenne des résultats de l'ensemble des organismes publics du groupe de référence (voir verso pour la liste des organismes comparables).

** **Moyenne** : Moyenne des résultats de l'ensemble des organismes publics évalués pour chacune des périodes.

Organismes du groupe de référence (comparables) :

	2018-2019		
	Nombre de contrats	Valeur (\$)	Valeur moyenne (\$) (3 ans)
Tribunal administratif du Québec	20	8 577 166	3 132 633
Société de développement des entreprises culturelles	27	7 205 558	4 349 694
Musée national des beaux-arts du Québec	24	6 664 097	3 629 536
Société d'habitation du Québec	11	4 324 460	4 557 619
Office de la protection du consommateur	11	4 181 308	1 691 103
Ministère de la Culture et des Communications	42	3 413 586	3 817 977
Musée d'art contemporain de Montréal	19	3 221 989	1 211 736
Régie du bâtiment du Québec	14	2 815 927	1 180 746
La Financière agricole du Québec	11	2 118 041	1 644 732
Directeur des poursuites criminelles et pénales	9	2 097 039	1 208 157
Ministère du Conseil exécutif	10	1 743 937	1 639 477
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	30	1 390 408	1 375 527
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	7	380 518	1 364 576

Projet

DÉTAILS
 PORTRAIT PERSONNALISÉ DES ACTIVITÉS CONTRACTUELLES

1. Statistiques sur les activités contractuelles (données provenant du SEAO)

1.1 Nature des contrats et mode de sollicitation utilisé

1.1.1 Pourcentage de la valeur des contrats conclus, par rapport à la valeur totale des contrats de l'organisme, selon la nature des contrats et le mode de sollicitation utilisé

	Résultats					Comparables*				
	AOP	AOI	GG (+)	GG (-)	Total	AOP	AOI	GG (+)	GG (-)	Total
Approvisionnement	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,0 %	0,0 %	0,9 %	0,0 %	1,9 %
Services	0,0 %	0,0 %	0,0 %	94,4 %	94,4 %	26,4 %	0,8 %	12,6 %	12,1 %	51,9 %
Travaux de construction	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	9,9 %	0,4 %	0,0 %	0,1 %	10,4 %
Technologies de l'information	0,0 %	0,0 %	0,0 %	5,6 %	5,6 %	25,2 %	1,2 %	6,0 %	3,4 %	35,8 %
Total	0,0 %	0,0 %	0,0 %	100,0 %	100,0 %	62,4 %	2,4 %	19,6 %	15,6 %	100,0 %

1.1.2 Pourcentage du nombre de contrats conclus, par rapport au nombre total des contrats de l'organisme, selon la nature des contrats et le mode de sollicitation utilisé

	Résultats					Comparables*				
	AOP	AOI	GG (+)	GG (-)	Total	AOP	AOI	GG (+)	GG (-)	Total
Approvisionnement	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,7 %	0,0 %	1,7 %	0,0 %	3,4 %
Services	0,0 %	0,0 %	0,0 %	93,3 %	93,3 %	6,4 %	3,0 %	5,1 %	50,2 %	64,7 %
Travaux de construction	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	3,0 %	1,3 %	0,0 %	0,9 %	5,2 %
Technologies de l'information	0,0 %	0,0 %	0,0 %	6,7 %	6,7 %	7,7 %	3,8 %	3,4 %	11,9 %	26,8 %
Total	0,0 %	0,0 %	0,0 %	100,0 %	100,0 %	18,7 %	8,1 %	10,2 %	63,0 %	100,0 %

1.2 Principales catégories de contrats

1.2.1 Les principales catégories de contrats conclus (selon leur valeur)

Catégorie	Nombre	Valeur (\$)
S13 - Services de soutien professionnel et administratif et services de soutien à la gestion	14	734 496
S2 - Études spéciales et analyses - (pas R et D)	12	517 834
S4 - Traitement de l'information et services de télécommunications connexes	2	78 078
S15 - Services de communication, de photographie, de cartographie, d'impression et de publication	2	60 000

1.2.2 Les principales catégories de contrats conclus (selon leur nombre)

Catégorie	Nombre	Valeur (\$)
S13 - Services de soutien professionnel et administratif et services de soutien à la gestion	14	734 496
S2 - Études spéciales et analyses - (pas R et D)	12	517 834
S4 - Traitement de l'information et services de télécommunications connexes	2	78 078
S15 - Services de communication, de photographie, de cartographie, d'impression et de publication	2	60 000

1.3 Principaux contractants

1.3.1 Les principaux contractants (selon la valeur)

Contractants	Nombre					Valeur (\$)
	Appro.	Serv.	TC	TI	Total	
Dr. Ingeborg Rose Blancquaert	0	2	0	0	2	134 150
Données en boîte La Confidentielle Inc.	0	2	0	0	2	129 024
Christiane Beauchamp	0	2	0	0	2	102 574
Saba, Tatiana	0	1	0	0	1	99 500
Juan Sebastian Henao	0	1	0	0	1	98 600
Cindy Gauthier	0	1	0	0	1	70 461
9149-3973 Québec inc.	0	2	0	0	2	66 864
Maude Giguère	0	2	0	0	2	64 270
Frédéric Baril	0	2	0	0	2	58 870
Houssem Missaoui	0	1	0	0	1	57 799

1.3.2 Les principaux contractants (selon le nombre)

Contractants	Nombre					Valeur (\$)
	Appro.	Serv.	TC	TI	Total	
Dr. Ingeborg Rose Blancquaert	0	2	0	0	2	134 150
Données en boîte La Confidentielle Inc.	0	2	0	0	2	129 024
Christiane Beauchamp	0	2	0	0	2	102 574
9149-3973 Québec inc.	0	2	0	0	2	66 864
Maude Giguère	0	2	0	0	2	64 270
Frédéric Baril	0	2	0	0	2	58 870
Monique Desrosiers	0	2	0	0	2	57 443
Saba, Tatiana	0	1	0	0	1	99 500
Juan Sebastian Henao	0	1	0	0	1	98 600
Cindy Gauthier	0	1	0	0	1	70 461

2. Évaluation de la conformité et des pratiques en gestion contractuelle

2.1 Pratiques en gestion contractuelle (questionnaire)

2.1.1 Bonnes pratiques¹

No	Éléments évalués	Résultats	Comparables*	Moyenne**
1.	Le RARC répond à tous les critères recommandés par le SCT.	Oui	100 %	96 %
2.	Le RARC a participé aux rencontres des RARC tenues par le SCT au cours de la période visée.	Oui	77 %	85 %
3.	La majorité des intervenants en gestion contractuelle ont participé à des activités de formation continue offertes par le SCT ou à des formations offertes par l'organisme.	Oui	92 %	94 %
4.	L'organisme a diffusé le document « Balises à l'égard des exigences et des critères contractuels en services professionnels liés à la construction » à tous ses intervenants en gestion contractuelle.	ND	75 %	66 %
5.	L'organisme a fait la mise à jour des droits d'accès aux différents systèmes associés à la gestion contractuelle et de la liste des intervenants en gestion contractuelle.	ND	100 %	99 %
6.	Un rapport de vérification ou toute autre forme d'audit en matière de gestion contractuelle ainsi que son plan d'action ont été présentés aux autorités de l'organisme au cours des trois dernières années.	Oui	46 %	30 %
7.	L'organisme dispose d'un mécanisme de traitement des plaintes en matière de gestion contractuelle incluant la participation du RARC.	Non	15 %	33 %
8.	L'organisme prévoit systématiquement des clauses de pénalités concernant le remplacement des ressources stratégiques dans les documents d'appel d'offres et a des contrôles pour s'assurer du respect de ces clauses.	ND	80 %	73 %

Note 1 : Les résultats des colonnes « Comparables » et « Moyenne » correspondent au pourcentage d'organismes publics ayant répondu « Oui » à la mise en place de la bonne pratique identifiée.

2.1.2 Respect de certaines obligations du cadre normatif

No	Éléments évalués	Résultats	Comparables*	Moyenne**
9.	L'organisme a maintenu un RARC en poste durant toute la période visée.	1,00 / 1,00	0,92 / 1,00	0,94 / 1,00
10.	L'organisme a mis en place des mécanismes systématiques encadrant les processus d'évaluation du rendement des contractants lorsque le rendement est considéré comme insatisfaisant.	1,00 / 1,00	0,62 / 1,00	0,60 / 1,00
11.	Pour les contrats de 100 000 \$ et plus en TI, l'organisme consigne dans un rapport l'évaluation du contractant qu'elle soit satisfaisante ou non.	ND	1,00 / 1,00	0,72 / 1,00
12.	L'organisme public a adopté des lignes internes de conduite visant à assurer une meilleure gestion de ses processus contractuels.	1,00 / 1,00	0,92 / 1,00	0,95 / 1,00
13.	Des activités de sensibilisation à l'éthique en matière de gestion contractuelle ou de formation en matière de corruption et de collusion ont été mises en œuvre au sein de l'organisme au cours de la période visée.	1,00 / 1,00	0,85 / 1,00	0,81 / 1,00
14.	L'organisme a identifié, analysé et évalué les risques en matière de corruption et de collusion dans ses processus de gestion contractuelle et a mis en place des contrôles ou des mesures d'atténuation.	1,00 / 1,00	0,46 / 1,00	0,59 / 1,00
15.	L'organisme diffuse une procédure pour encadrer le suivi des contrats et des contrôles sont en place pour en assurer le respect.	1,00 / 1,00	1,00 / 1,00	0,88 / 1,00
16.	L'organisme a recours à des comités de sélection et respecte les modalités citées à la Directive concernant la gestion des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction.	ND	0,88 / 1,00	0,97 / 1,00
Total		6,00 / 6,00	6,65 / 8,00	6,46 / 8,00
		100,0 %	83,1 %	80,8 %

2.2 Respect des obligations en reddition de comptes

No	Éléments évalués	Résultats	Comparables*	Moyenne**
17.	L'organisme a transmis la déclaration du dirigeant de l'organisme complétée et dans les délais impartis.	1,00 / 1,00	1,00 / 1,00	0,91 / 1,00
18.	La déclaration du dirigeant de l'organisme était signée par le dirigeant d'organisme et était conforme quant à son contenu.	1,00 / 1,00	1,00 / 1,00	0,98 / 1,00
19.	L'organisme a transmis électroniquement les fiches d'autorisation du dirigeant d'organisme (annexe 2) et de regroupement d'organismes (annexe 4). ¹	ND	0,89 / 1,00	0,71 / 1,00
20.	L'organisme a transmis électroniquement les fiches d'autorisation du dirigeant d'organisme (annexe 2) dans les délais impartis. ²	ND	0,97 / 1,00	0,79 / 1,00
21.	La signature des fiches d'autorisation du dirigeant d'organisme (annexe 2) est préalable à la date de conclusion du contrat de gré à gré. ³	ND	0,50 / 1,00	0,51 / 1,00
Total		2,00 / 2,00	4,36 / 5,00	3,90 / 5,00
		100,0 %	87,2 %	78,0 %

Note 1 : Des validations ont été réalisées entre les contrats conclus de gré à gré et publiés dans le SEAO en vertu des dispositions 13(2) et 13(4) de la LCOP par rapport aux autorisations du dirigeant d'organisme transmises au SCT en vertu de ces dispositions. Des validations ont également été réalisées entre les contrats publiés dans le SEAO en regroupements d'organismes et le formulaire électronique Regroupement d'organismes transmis au SCT.

Note 2 : Toutes les autorisations du dirigeant d'organisme sont considérées à l'exception de celles avec la disposition LGCE art 16. et autres situations.

Note 3 : Des validations ont été réalisées entre la date de conclusion des contrats de gré à gré publiés sur le SEAO en vertu des dispositions 13(2) et 13(4) de la LCOP par rapport aux dates de signature des fiches d'autorisation du dirigeant d'organisme transmises au SCT lors de la période en vertu de ces dispositions.

2.3 Conformité et exactitude de la publication au SEAO

No	Éléments évalués	Résultats	Comparables*	Moyenne**
22.	L'organisme a respecté le délai de publication des résultats d'ouverture des soumissions (4 jours ouvrables).	ND	0,98 / 1,00	0,96 / 1,00
23.	L'organisme a respecté le délai de publication des contrats conclus à la suite d'un AOP (15 jours). ¹	ND	0,61 / 1,00	0,75 / 1,00
24.	L'organisme a respecté le délai de publication des contrats conclus de gré à gré ou à la suite d'un AOI (30 jours). ¹	0,57 / 1,00	0,58 / 1,00	0,61 / 1,00
25.	L'organisme a publié dans le SEAO les contrats conclus qui ont fait l'objet de fiches d'autorisation du dirigeant d'organisme (annexe 2) et de regroupement d'organismes (annexe 4). ²	ND	0,89 / 1,00	0,89 / 1,00
26.	Les contrats publiés dans le SEAO ont été conclus après la signature de la fiche d'autorisation du dirigeant de l'organisme (annexe 2). ³	ND	0,58 / 1,00	0,55 / 1,00
Total		0,57 / 1,00	3,64 / 5,00	3,76 / 5,00
		57,0 %	72,8 %	75,2 %

Note 1 : Les délais de publications des contrats conclus sont calculés sur la base des avis dont les contrats ont été publiés dans la période, sans égard à la période de conclusion.

Note 2 : Des validations ont été réalisées entre les fiches d'autorisation du dirigeant d'organisme en vertu des dispositions 13(2) et 13(4) ainsi que des formulaires Regroupement d'organismes transmis au SCT par rapport à leurs publications sur le SEAO.

Note 3 : Des validations ont été réalisées entre les dates de signature des fiches d'autorisation du dirigeant d'organisme transmises en vertu des dispositions 13(2) et 13(4) et la date de conclusion des contrats de gré à gré publiés dans le SEAO.

2.4 Conformité des contrats conclus de gré à gré comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'AOP¹

No	Éléments évalués	Résultats	Comparables*	Moyenne**
27.	La conclusion des contrats analysés était justifiée par la bonne disposition légale ou réglementaire.	ND	0,92 / 1,00	0,87 / 1,00
Total		ND	0,92 / 1,00	0,87 / 1,00
		ND	92,0 %	87,0 %

Note 1 : Pour ces travaux, le SCT a effectué des analyses par échantillonnage.

2.5 Conformité des documents d'AOP¹

No	Éléments évalués	Résultats	Comparables*	Moyenne**
28.	Les avis d'AOP analysés identifiaient correctement les accords de libéralisation des marchés publics applicables.	ND	0,75 / 1,00	0,83 / 1,00
29.	Les avis d'AOP analysés indiquaient une date et une heure limite de réception des soumissions qui respectaient le délai minimal de réception des soumissions.	ND	0,63 / 1,00	0,92 / 1,00
30.	Les documents d'AOP analysés contenaient un questionnaire de non-participation.	ND	1,00 / 1,00	0,89 / 1,00
31.	Les avis d'AOP analysés indiquaient tous les éléments requis selon l'article 4 du RCAOP, du RCSOP, du RCTCOP ou du RCTI.	ND	0,81 / 1,00	0,67 / 1,00
32.	Les documents d'AOP analysés présentaient toutes les conditions d'admissibilité obligatoires.	ND	1,00 / 1,00	0,95 / 1,00
33.	Les documents d'AOP analysés contenaient des précisions sur le niveau minimal attendu des éléments de qualité.	ND	1,00 / 1,00	0,83 / 1,00
34.	Les documents d'AOP analysés présentaient toutes les conditions de conformité en lien avec les cas qui entraînent le rejet automatique d'une soumission.	ND	0,88 / 1,00	0,89 / 1,00
35.	Les documents d'AOP analysés contenaient tous les éléments requis selon l'article 5 du RCAOP, du RCSOP, du RCTCOP ou du RCTI.	ND	0,88 / 1,00	0,87 / 1,00
Total		ND	6,95 / 8,00	6,85 / 8,00
		ND	86,9 %	85,6 %

Note 1 : Pour ces travaux, le SCT a effectué des analyses par échantillonnage.

Projet

3. Indicateurs en matière de gestion contractuelle (données provenant du SEAO)

3.1 Ventilation des contrats de l'organisme, selon l'année et le mode de sollicitation utilisé

	2017-2018		2018-2019	
	Nombre	Valeur (\$)	Nombre	Valeur (\$)
Appel d'offres public	2	437 142	0	0
Appel d'offres sur invitation	0	0	0	0
Gré à gré au-dessus des seuils	0	0	0	0
Gré à gré en dessous des seuils	7	355 651	30	1 390 408
Total	9	792 793	30	1 390 408

3.2 Pourcentage de la valeur des contrats par rapport à la valeur totale des contrats de l'organisme, selon le mode de sollicitation utilisé

	2017-2018			2018-2019		
	Résultats	Comparables*	Moyenne**	Résultats	Comparables*	Moyenne**
Appel d'offres public	55,1 %	58,8 %	75,5 %	0,0 %	62,4 %	71,9 %
Appel d'offres sur invitation	0,0 %	0,9 %	5,2 %	0,0 %	2,4 %	1,7 %
Gré à gré au-dessus des seuils	0,0 %	16,8 %	16,3 %	0,0 %	19,6 %	22,9 %
Gré à gré en dessous des seuils	44,9 %	23,5 %	3,0 %	100,0 %	15,6 %	3,5 %

3.3 Pourcentage du nombre de contrats par rapport au nombre total des contrats de l'organisme, selon le mode de sollicitation utilisé

	2017-2018			2018-2019		
	Résultats	Comparables*	Moyenne**	Résultats	Comparables*	Moyenne**
Appel d'offres public	22,2 %	25,4 %	42,2 %	0,0 %	18,7 %	39,1 %
Appel d'offres sur invitation	0,0 %	1,4 %	11,3 %	0,0 %	8,1 %	11,5 %
Gré à gré au-dessus des seuils	0,0 %	11,3 %	13,2 %	0,0 %	10,2 %	13,3 %
Gré à gré en dessous des seuils	77,8 %	62,0 %	33,4 %	100,0 %	63,0 %	36,1 %

3.4 Contrats conclus par strates de valeur pour chacun des modes de sollicitation

	AOP		AOI		GG (+)		GG (-)	
	N ^{bre}	Valeur (\$)	N ^{bre}	Valeur (\$)	N ^{bre}	Valeur (\$)	N ^{bre}	Valeur (\$)
Moins de 25 000 \$ ¹	0	0	0	0	0	0	0	0
25 000 \$ – 99 999 \$	0	0	0	0	0	0	30	1 390 408
100 000 \$ – 199 999 \$	0	0	0	0	0	0	0	0
200 000 \$ – 499 999 \$	0	0	0	0	0	0	0	0
500 000 \$ – 999 999 \$	0	0	0	0	0	0	0	0
1 M\$ – 9 999 999 \$	0	0	0	0	0	0	0	0
10 M\$ – 49 999 999 \$	0	0	0	0	0	0	0	0
50 M\$ et plus	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	30	1 390 408

Note 1 : Contrat inférieur à 25 000 \$ faisant partie d'un appel d'offres à plusieurs lots dont l'ensemble des valeurs totalisent plus de 25 000 \$.

3.5 Contrats conclus de gré à gré comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'AOP

	Résultats			Comparables*		
	Nombre	Valeur (\$)	% valeur ¹	Nombre	Valeur (\$)	% valeur ¹
2017-2018	0	0	0,0 %	2	282 980	22,9 %
2018-2019	0	0	0,0 %	2	724 090	24,1 %

Note 1 : Valeur relative par rapport à la valeur totale de contrats au-dessus des seuils conclus au cours de la période.

3.6 Contrats conclus de gré à gré comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'AOP en fonction de la disposition invoquée

	Résultats			Comparables*
	N ^{bre}	Valeur (\$)	% valeur ¹	% valeur ¹
13(2) LCOP – Un seul contractant possible (garantie, droit exclusif, etc.)	0	0	0,0 %	30,2 %
13(4) LCOP – AOP ne servirait pas l'intérêt public	0	0	0,0 %	13,7 %
25 LCOP – Autorisation du gouvernement ou du Conseil du trésor	0	0	0,0 %	30,5 %
37 RCSOP – Contrat de services financiers/bancaires	0	0	0,0 %	7,4 %
42.1 RCSOP – Engagement d'un enquêteur / arbitre / médecin, etc	0	0	0,0 %	8,9 %
48 - Contrat concernant l'acquisition de biens ou de services infonuagiques	0	0	0,0 %	8,5 %
Motif invoqué (art. 14 LCOP) non applicable	0	0	0,0 %	0,8 %
Total	0	0	0,0 %	100,0 %

Note 1 : Valeur relative par rapport à la valeur totale de contrats au-dessus des seuils conclus au cours de la période.

3.7 Valeur des contrats comportant un montant initial inférieur au seuil d'AOP conclus à la suite d'un AOP ou d'un AOI

	Résultats				Comparables*
	Valeur de contrats sous les seuils			%	%
	Valeur totale	Conclus par AOI	Conclus par AOP	Conclus par AOI ou AOP	Conclus par AOI ou AOP
2017-2018	355 651	0	0	0,0 %	10,9 %
2018-2019	1 390 408	0	0	0,0 %	16,8 %

3.8 Valeur moyenne des contrats selon la nature des contrats

	2017-2018		2018-2019	
	Valeur (\$)		Valeur (\$)	
	Résultats	Comparables*	Résultats	Comparables*
Approvisionnement	147 142	92 692	0	114 261
Services	80 664	77 079	46 869	164 389
Travaux de construction	0	241 766	0	419 415
Technologies de l'information	81 000	123 430	39 039	174 024
Total	88 088	107 374	46 347	178 458

Note 1 : À l'exclusion des avis d'AOP comportant plus d'un adjudicataire.

3.9 Nombre moyen de soumissionnaires par AOP selon la nature des contrats¹

	2017-2018		2018-2019	
	Résultats	Comparables*	Résultats	Comparables*
Approvisionnement	1,00	2,00	0,00	1,75
Services	1,00	5,00	0,00	2,20
Travaux de construction	0,00	4,33	0,00	5,00
Technologies de l'information	0,00	3,33	0,00	3,44
- Forfait	0,00	0,00	0,00	6,00
- Taux horaire	0,00	4,50	0,00	3,17
- Mixte	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	1,00	4,00	0,00	3,03

Note 1 : À l'exclusion des avis d'AOP comportant plus d'un adjudicataire.

3.10 Nombre moyen de soumissionnaires par AOP par strates de valeur¹

	Approvisionnement		Services		Travaux de construction		Technologies de l'information	
	N ^{bre} moyen	Comparables*	N ^{bre} moyen	Comparables*	N ^{bre} moyen	Comparables*	N ^{bre} moyen	Comparables*
25 000 \$ – 99 999 \$	0,00	2,00	0,00	2,00	0,00	4,00	0,00	4,50
100 000 \$ – 199 999 \$	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	7,00	0,00	0,00
200 000 \$ – 499 999 \$	0,00	1,00	0,00	1,50	0,00	6,00	0,00	3,67
500 000 \$ – 999 999 \$	0,00	0,00	0,00	1,25	0,00	4,00	0,00	1,33
1 M\$ – 9 999 999 \$	0,00	0,00	0,00	3,75	0,00	2,00	0,00	7,00
10 M\$ – 49 999 999 \$	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50 M\$ et plus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	1,75	0,00	2,20	0,00	5,00	0,00	3,44

Note 1 : À l'exclusion des avis d'AOP comportant plus d'un adjudicataire.

3.11 Durée moyenne en mois des contrats conclus à la suite d'AOP par strates de valeur¹

	Approvisionnement		Services		Travaux de construction		Technologies de l'information	
	Durée	Comparables*	Durée	Comparables*	Durée	Comparables*	Durée	Comparables*
25 000 \$ – 99 999 \$	0,00	5,40	0,00	11,88	0,00	2,76	0,00	20,16
100 000 \$ – 199 999 \$	0,00	0,00	0,00	28,44	0,00	3,00	0,00	0,00
200 000 \$ – 499 999 \$	0,00	3,24	0,00	22,08	0,00	6,36	0,00	24,60
500 000 \$ – 999 999 \$	0,00	0,00	0,00	41,40	0,00	2,52	0,00	46,56
1 M\$ – 9 999 999 \$	0,00	0,00	0,00	36,36	0,00	12,00	0,00	59,88
10 M\$ – 49 999 999 \$	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50 M\$ et plus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	4,92	0,00	29,88	0,00	5,64	0,00	34,80

Note 1 : À l'exclusion des avis d'AOP comportant plus d'un adjudicataire.

3.12 Durée moyenne en mois des contrats conclus de GG et à la suite d'AOI par strates de valeur

	Approvisionnement		Services		Travaux de construction		Technologies de l'information	
	Durée	Comparables*	Durée	Comparables*	Durée	Comparables*	Durée	Comparables*
25 000 \$ – 99 999 \$	0,00	18,48	10,08	9,48	0,00	9,84	23,88	13,80
100 000 \$ – 199 999 \$	0,00	21,12	0,00	15,60	0,00	0,00	0,00	0,00
200 000 \$ – 499 999 \$	0,00	0,00	0,00	15,12	0,00	0,00	0,00	28,56
500 000 \$ – 999 999 \$	0,00	0,00	0,00	9,96	0,00	0,00	0,00	36,00
1 M\$ – 9 999 999 \$	0,00	0,00	0,00	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10 M\$ – 49 999 999 \$	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50 M\$ et plus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	19,80	10,08	9,96	0,00	9,84	23,88	15,84

3.13 Pourcentage du nombre d'avis selon le mode de rémunération prévu en matière de technologies de l'information¹

	2017-2018			2018-2019		
	Résultats	Comparables*	Moyenne**	Résultats	Comparables*	Moyenne**
Forfait	0,0 %	0,0 %	25,9 %	100,0 %	38,5 %	57,2 %
Taux horaire	0,0 %	100,0 %	59,4 %	0,0 %	56,4 %	33,6 %
Mixte	0,0 %	0,0 %	14,8 %	0,0 %	2,6 %	4,2 %

Note1 : Seulement les avis AOP sont considérés dans les résultats de 2017-2018.